

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

# NATIXIS BAIL

Société Anonyme au capital de 154 868 220 euros.  
Siège social : 30, avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.  
309 112 605 R.C.S. Paris.

## Comptes annuels au 31 décembre 2017

Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2018

## I. — BILAN ET HORS-BILAN

(En milliers d'euros.)

ACTIF	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisses, banques centrales			
Effets publics et valeurs assimilés			-
Créances sur les établissements de crédit	1.E	1 934	4 370
Opérations avec la clientèle	1.A	228 939	275 654
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme		-	-
Parts dans les entreprises liées	1.F	44 553	45 881
Opérations de crédit-bail et de locations simples	1.C / 1.D	873 955	997 050
Immobilisations incorporelles		-	-
Immobilisations corporelles		-	-
Autres Actifs	1.H	950	1 828
Comptes de régularisation	1.I	15 597	3 992
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>1 165 927</b>	<b>1 328 775</b>
Hors-bilan	Notes	31/12/2017	31/12/2016
<b>Engagements donnés</b>			
Engagements de financement	2.B	10 764	7 054
Engagements de garantie	2.C	62 824	137 631
Engagements sur titres		-	-
Engagements sur instruments financier a terme	2.A	408 218	493 173
PASSIF	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	1.J	865 003	1 033 518
Opérations avec la clientèle		-	-
Dettes représentées par un titre		5 002	5 000
Autres passifs	1.L	84 001	84 293
Comptes de régularisation	1.M	9 410	9 250
Provisions	1.K	5 404	1 554
Dettes subordonnées		-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		-	-
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>			
Capital souscrit	1.N	154 868	154 868
Primes d'émission	1.N	26 118	26 118
Réserves	1.N	15 808	15 808
Ecart de réévaluation	1.N	-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissement	1.N	-	-
Report à nouveau	1.N	- 1 634	2
Résultat de l'exercice (+/-)		1 947	- 1 636
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>1 165 927</b>	<b>1 328 775</b>
Hors-bilan	Notes	31/12/2017	31/12/2016
<b>Engagements reçus</b>			
Engagements de financement	2.B	30 000	30 000
Engagements de garantie	2.C	1 146 108	1 338 789
Engagements sur titres			

## II. — COMPTE DE RESULTAT

(En milliers d'euros.)

	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	3.A	35 159	17 215
Intérêts et charges assimilés	3.A	- 50 197	- 43 038
Produits sur opérations de crédit bail et de location simple	3.B/3.C	173 246	182 968
Charges sur opérations de crédit bail et de location simple	3.B/3.C	- 144 906	- 150 965
Revenus des titres à revenu variable	3.D	1 632	1 288
Commissions (produits)	3.E	811	735
Commissions (charges)	3.E	- 71	- 68
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	3.F	247	72
Autres charges d'exploitation bancaire	3.F	-	-
<b>Produit net bancaire</b>		<b>15 921</b>	<b>8 207</b>
Charges générales d'exploitation	3.G	- 7 368	- 7 567
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>8 553</b>	<b>640</b>
Coût du risque	3.H	- 4 802	28
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>3 751</b>	<b>668</b>
Gains ou pertes sur actif immobilisés		- 1 328	- 1 738
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>2 423</b>	<b>- 1 070</b>
Résultat exceptionnel		-	-
Impôt sur les bénéfices	3.I	- 476	- 566
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-	-
<b>RESULTAT NET</b>		<b>1 947</b>	<b>- 1 636</b>

## III. — NOTES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

### 1. Cadre général

#### a) Cadre juridique et financier

NATIXIS BAIL est un établissement de crédit spécialisé dans le crédit-bail immobilier tel que définit par l'article L.313-7 du Code monétaire et financier

Le capital social de NATIXIS BAIL s'élève à 154 868 220 euros et est composé pour 3 970 980 actions de nominal 39 euros entièrement libérées.

#### b) Faits caractéristiques de l'exercice

En application de la convention de répartition des frais généraux, NATIXIS BAIL a comptabilisé une charge vis-à-vis de NATIXIS LEASE de 6 095 555 € HT.

Conformément aux préconisations de la BCE, NATIXIS BAIL a comptabilisé au 31/12/2017 une dépréciation complémentaire pour risque client d'un montant de 10,7 millions d'euros.

#### c) Evénements postérieurs à la clôture

Aucun élément significatif remettant en cause la sincérité et l'image fidèle des états financiers au 31/12/2017 n'a eu lieu depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2018.

## 2. Principes et méthodes comptables

### NOTE 1 - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUEES

Les comptes individuels annuels de Natixis Bail sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### NOTE 2 - CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Aucun changement de méthode comptable n'a affecté les comptes de l'exercice 2017.

### NOTE 3 - METHODES D'EVALUATION

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### a) Opérations de crédit-bail

##### — *Crédit-bail et opérations assimilées*

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur.

En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

##### — *Crédit bail « en cours »*

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des immeubles dans le patrimoine.

##### — *Crédit-bail « en service »*

A la mise en service, les immobilisations sont enregistrées pour le montant de l'assiette financière.

L'écart entre la valeur d'acquisition et l'assiette financière est constaté en dettes fournisseurs.

##### — *Amortissements*

NATIXIS BAIL a opté pour l'amortissement financier des biens loués en crédit-bail.

Les contrats sont amortis sur un rythme strictement calqué sur celui de l'amortissement financier. Ce principe a pour conséquence de ne pas faire apparaître de nouvelle réserve latente, sauf en cas de recommercialisation.

Lorsque l'amortissement financier excède l'amortissement comptable, une dépréciation dite « article 57 » est constituée afin de couvrir la moins-value que fera apparaître la cession de l'immeuble à l'issue du contrat.

— *Réserve latente*

La « Réserve Latente » est formée par l'écart existant entre l'encours financier des contrats de location et de crédit-bail, et la valeur nette comptable des immobilisations rattachées à ces mêmes contrats.

Au 31 décembre 2017, la réserve latente cumulée brute s'élève à 15 719 727 Euros. L'impôt différé à 28,92 % sur la réserve latente représente 5 412 302 Euros.

— *Dépréciation d'actifs en crédit-bail*

Lorsqu'il existe un risque probable ou certain que l'actif, objet du contrat, demeure à terme la propriété de NATIXIS BAIL (option non levée) et présente une valeur comptable supérieure à sa valeur estimée de marché, la moins-value latente correspondante est provisionnée.

Toute résiliation ou résolution de contrat entraîne un examen de la valeur bilancielle et de la valeur vénale du bien, l'écart éventuel constaté pouvant conduire à une dépréciation de la valeur de l'actif.

Les mouvements de dépréciations afférents aux actifs loués en crédit-bail sont inscrits en produit net bancaire.

**b) Location simple**

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des immeubles dans le patrimoine.

Les constructions sont amorties selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation déterminée pour chaque type de support immobilier.

Cette rubrique peut être subdivisée en deux parties. L'une concernant les immeubles acquis dès l'origine pour être loués sous forme de baux commerciaux classiques, l'autre se rapportant aux immeubles ayant fait l'objet d'un contrat de crédit - bail résilié.

— *Dépréciation des immeubles de location simple*

Le patrimoine est évalué sur la base d'expertises diligentées à la demande de la Direction de NATIXIS BAIL.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur vénale hors droit est inférieure à la valeur nette comptable de l'immobilisation.

Les mouvements de dépréciations afférents aux immeubles de location simple sont inscrits en produit net bancaire.

**c) Crédit bail « temporairement non loués »**

Il s'agit de la rubrique sous laquelle sont reclassés les immeubles dont le contrat a été résilié. A compter de la date de résiliation, les constructions sont amorties selon les règles de droit commun, c'est-à-dire amortissement linéaire sur la durée probable d'utilisation résiduelle.

Ces immeubles trouvent une nouvelle destination, soit lors d'une cession, soit par la signature d'un bail commercial, soit par la signature d'un nouveau contrat de crédit bail immobilier.

— *Dépréciation sur ITNL (immobilisations issues de contrats résiliés)*

Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un transfert au poste « Immobilisations temporairement non louées », NATIXIS BAIL procède ou fait procéder à une évaluation de cet actif par des experts. Lorsque cette évaluation fait apparaître une valeur inférieure à la valeur nette comptable de l'actif, une dépréciation est comptabilisée.

Annuellement, la totalité de ces immeubles fait l'objet d'une évaluation ligne à ligne en valeurs de marché par expertises externes et accessoirement internes pour les actifs peu significatifs en valeur.

**d) Créances clients et comptes rattachés**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

— *Créances douteuses*

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables.

Les sommes restées impayées en crédit bail sont reclassées systématiquement en créances douteuses, au plus tard à l'issue d'un délai de 3 mois (9 mois pour les collectivités locales), conformément aux normes du Groupe.

Les sommes restées impayées en gestion locative sont reclassées systématiquement en créances douteuses, au plus tard à l'issue d'un délai de 6 mois.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances échues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis.

#### — Dépréciation des créances

Les créances dont le recouvrement est incertain font l'objet de dépréciations pour pertes avérées couvrant l'ensemble des pertes prévisionnelles. Le risque est apprécié créance par créance en tenant compte de la valeur des garanties reçues.

Les indemnités de résiliation facturées afférentes aux contrats de crédit-bail sont intégralement dépréciées.

Les mouvements de dépréciations afférents aux créances douteuses sont inscrits en produit net bancaire pour leur montant total (capital et intérêts).

### e) Subventions

NATIXIS BAIL est amenée à percevoir des subventions d'investissement, en sa qualité de propriétaire des immobilisations, auprès de différentes collectivités territoriales. Ces subventions ne constituent pas un produit pour NATIXIS BAIL, mais viennent en diminution de l'assiette financière du crédit-bail.

#### — Traitement comptable

NATIXIS BAIL enregistre en « autres passifs » à son bilan les subventions qui lui ont été allouées (la contrepartie étant le compte « banque », ou le compte « subventions à recevoir »).

Lors de la mise en loyers, la subvention est transférée progressivement au compte de résultat au même rythme que les amortissements financiers.

### f) Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

#### — Créances avec les établissements de crédit

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

#### — Créances avec la clientèle

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

#### — Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Les créances douteuses sont déterminées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables.

En particulier, sont reclassés systématiquement en créances douteuses au plus tard à l'issue d'un délai de trois mois, les crédits présentant des retards de règlement.

#### — Dépréciation

Les créances dont le recouvrement est incertain font l'objet de dépréciations, appréciées dossier par dossier et inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et intégralement dépréciés.

#### — Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Elles sont principalement constituées des dettes qui financent les opérations de crédit-bail et de prêt.

### **g) Participation et parts dans les entreprises liées**

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les parts dans les entreprises liées sont enregistrées au coût historique. A la clôture de l'exercice, elles font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique.

La valeur d'usage est appréciée notamment au regard de leur utilité pour l'établissement (caractère stratégique, volonté de soutien ou de conservation) et de critères objectifs (actif net comptable, actif net réévalué, éléments prévisionnels). Les moins values latentes, calculées par ligne de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus values latentes constatées. Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées.

### **h) Provisions pour risques et charges**

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'ANC.

### **i) Instruments financiers à terme**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

NATIXIS BAIL utilise ces instruments exclusivement pour des besoins de couverture (micro ou macro couverture). Ils sont généralement conservés jusqu'à leur échéance. Toutefois, lorsque des mouvements affectent les actifs que ces instruments sont censés couvrir (cessions, levées d'option anticipées) des arbitrages sont réalisés avec des rachats anticipés partiels et le remplacement par des instruments offrant une couverture plus performante.

#### — Opérations fermes : Swaps

Le nominal des engagements est enregistré en hors-bilan. Compte tenu des affectations retenues pour les swaps, les résultats sont enregistrés au fur et à mesure de leur réalisation effective. Les intérêts courus sont comptabilisés prorata temporis à la clôture.

— *Opérations conditionnelles : Caps, Floors, Collars*

Ces opérations conditionnelles sont enregistrées en hors-bilan pour leur montant nominal.

Les primes payées ou encaissées sont inscrites en comptes de régularisation et reprises en charge ou en produit au prorata temporis.

Le différentiel de taux payé ou encaissé à chaque échéance est enregistré en charge ou en produit dans le compte de résultat.

La fraction courue de la charge ou du produit de différentiel d'intérêts, décomptée en fonction de la situation connue à la clôture des taux de référence par rapport aux taux butoirs, est inscrite en charges à payer ou en produits à recevoir.

**j) Engagements hors-bilan**

— *Engagements de garantie reçus*

Il s'agit des contre-garanties reçues sur opérations de crédit-bail et immeubles du patrimoine locatif issus des contrats de crédit-bail.

— *Engagements de financement reçus*

Ces engagements correspondent aux lignes de financement confirmées accordées par NATIXIS.

— *Engagements donnés*

Ils correspondent aux engagements en faveur de la clientèle et sont calculés conformément aux normes réglementaires SURFI.

**k) Intérêts et assimilés**

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

Ces postes sont principalement constitués des agios sur les comptes bancaires débiteurs, du coût des refinancements à moyen et long terme auprès des établissements de crédit notamment NATIXIS.

**l) Produits sur opérations de crédit bail et de location simple**

Ils sont constitués des redevances de crédit-bail, des loyers des baux commerciaux, des charges refacturées, des plus-values de cessions, des dotations et reprises de dépréciations sur créances, des reprises de dépréciation sur immobilisations, des pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire.

Dans la plupart des cas, les loyers sont facturés d'avance, mais ils peuvent être également facturés à terme échu. La périodicité peut être mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle. Les loyers sont enregistrés en produits comptabilisés d'avance pour la période postérieure à la date d'arrêt, et en produits à recevoir pour la période courant de la dernière échéance à la date d'arrêt.

**m) Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple**

Elles regroupent les dotations aux amortissements et provisions des immobilisations, les moins values de cessions, les dotations aux provisions pour risques ainsi que les charges récupérables ou non récupérables afférentes aux immeubles

**n) Revenus des titres**

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».



**o) Charges générales d'exploitation**

Les charges générales d'exploitation comprennent principalement :

- des impôts et taxes,
- des frais généraux et de fonctionnement, notamment les charges refacturées par NATIXIS LEASE dans le cadre de la convention de répartition des frais.

**p) Coût du risque**

Le coût du risque enregistre les dotations et reprises sur dépréciations de créances sur la clientèle, sur établissements de crédit, sur titres à revenus fixe d'investissement ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties et les autres mouvements de dépréciations liés à un risque de contrepartie et passifs éventuels liés à ces postes.

**q) Impôts sur les sociétés**

Ce poste enregistre l'impôt calculé et également les dotations et reprises de provisions pour risques et charges sur litige fiscal.

La société NATIXIS BAIL est intégrée fiscalement au sein du groupe dont NATIXIS est la tête de groupe.

La convention d'intégration fiscale en vigueur au sein du Groupe NATIXIS est fondée sur le principe de la neutralité selon lequel chaque filiale détermine son impôt et contribue à l'impôt du Groupe comme si elle n'était pas intégrée. La charge d'impôt exigible de chaque filiale n'est pas modifiée du fait de l'intégration.

### 3. Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et du compte de résultat

**2 NOTES SUR LE BILAN****1.A Crédit à la clientèle**

(En milliers d'euros.)	Durée restant à courir				Non ventilées	31/12/2017	31/12/2016
	-3 mois	+3 m -1 an	+1 an -5 ans	+5 ans		TOTAL	TOTAL
Autres crédits à la clientèle	5 514	20 318	108 890	92 273		226 995	273 418
Créances douteuses	0					0	84
Créances rattachées	1 944					1 944	2 236
<b>TOTAL</b>	<b>7 458</b>	<b>20 318</b>	<b>108 890</b>	<b>92 273</b>	<b>0</b>	<b>228 939</b>	<b>275 738</b>

**1.B Encours financier**

(En milliers d'euros.)	Durée restant à courir				31/12/2017	31/12/2016
	-3 mois	+3 m -1 an	+1 an -5 ans	+5 ans	TOTAL	TOTAL
Crédit bail, encours financiers	28 781	82 620	440 148	286 473	838 022	962 479
<b>TOTAL</b>	<b>28 781</b>	<b>82 620</b>	<b>440 148</b>	<b>286 473</b>	<b>838 022</b>	<b>962 479</b>

**1.C Encours comptable**

(En milliers d’euros.)  Crédit Bail/Location Simple	IMMOBILISATIONS						
	Valeur brute comptable	Mouvements de l’exercice 2017					Valeur brute comptable
		Augmentations			Diminutions		
		01/01/2017	Fusion	Acquisitions	Transferts	Cessions	
En service	1 679 830		4 540	5 086	-77 471	-2 560	1 609 425
En cours	3 586		2 091			-3 586	2 091
ITNL	5 095			1 060	-2 660		3 495
Coût de transaction CRC CBI	0						0
Total Crédit Bail	1 688 511	0	6 631	6 146	-80 131	-6 146	1 615 011
Location simple	33 051				-4 015		29 036
TOTAL	1 721 562	0	6 631	6 146	-84 146	-6 146	1 644 047

(En milliers d’euros.)  Crédit Bail/Location Simple	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS						
	Amortis. au 01/01/2017	Mouvements de l’exercice 2017				Amortis. au 31/12/2017	Immo. nettes 31/12/2017
		Etalement Commission	Dotations	Reprises Cessions	Transferts		
En service	734 200		119 020	-66 288	-272	786 660	822 765
En cours							2 091
ITNL	2 275		317	-1 054	272	1 810	1 685
Coût de transaction CRC CBI	2 990			-436		2 554	-2 554
Total Crédit Bail	739 465	0	119 337	-67 779	0	791 024	823 987
Location simple	24 764		703	-3 592	0	21 875	7 161
TOTAL	764 229	0	120 040	-71 370	0	812 899	831 148

### 1.D Créances rattachées au crédit bail et à la location simple

(En milliers d'euros.)	Valeur brute		Provisions				Total	Total net
	31/12/2016	31/12/2017	01/01/2017	Dotations	Reprises	Virements	31/12/2017	
<b>CREDIT BAIL :</b>								
Créances douteuses								
. Sur loyers et accessoires	10 936	14 678	6 415	2 320	-747	0	7 988	6 690
. Sur indemnité de résiliation	5 691	5 691	5 586	969	-969	0	5 586	105
Créances rattachées	35 151	35 969	0	0	0	0	0	35 969
<b>s/total</b>	<b>51 778</b>	<b>56 338</b>	<b>12 001</b>	<b>3 289</b>	<b>-1 716</b>	<b>0</b>	<b>13 574</b>	<b>42 764</b>
<b>LOCATION SIMPLE :</b>								
Créances douteuses								
. Sur loyers et accessoires	318	315	259	1	-4	0	256	59
. Sur indemnité de résiliation	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	-119	-15	0	0	0	0	0	-15
<b>s/total</b>	<b>199</b>	<b>300</b>	<b>259</b>	<b>1</b>	<b>-4</b>	<b>0</b>	<b>256</b>	<b>44</b>
<b>TOTAL</b>	<b>51 977</b>	<b>56 638</b>	<b>12 260</b>	<b>3 290</b>	<b>-1 720</b>	<b>0</b>	<b>13 830</b>	<b>42 808</b>

### 1.E Tableaux de classement des créances, provisions

(En milliers d'euros.)	Créances (encours financier)				
	Saines	Douteuses	Douteuses compromises	Non ventilées	Total 31/12/2017
Créances sur états de crédit	1 934				1 934
Créances sur la clientèle	1 944	0			1 944
Créances sur autres débiteurs divers	950				950
Créances sur crédit-bail immobilier	1 607 494	20 344	43 510		1 671 349
Créances sur location simple	29 021	315	0		29 336
Prov./créances dout. CBI	0	-1 848	-11 727		-13 574
Prov./créances dout. Location simple	0	-256	0		-256
Prov dépr. Donnés en CBI	-10 994	0	-1 899		-12 893
Prov dépr. Donnés en LS	0	0	0		0
Amortissements EN CBI	-755 843	-9 704	-12 584		-778 131
Amortissements en LS	-21 875	0	0		-21 875
<b>TOTAL</b>	<b>852 631</b>	<b>8 851</b>	<b>17 301</b>	<b>0</b>	<b>878 782</b>

**1.F Tableau des filiales et participations (en euros)**

(En euros.)	Capital social	Capitaux propres	Pourcentage de détention	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat dernier exercice clos	Valeur brute comptable		Valeur nette comptable	
						Début d'exercice	Fin d'exercice	Début d'exercice	Fin d'exercice
<b>A. Renseignements détaillés sur les titres dont la valeur brute</b> <i>Dépasse 1 % du capital social</i> CICOBAIL SA 30 Avenue Pierre Mendès France Paris 75013	103 886 940	192 770 184	0	247 157 946	8 833 000	33 899 094	33 899 094	32 481 222	31 153 229
OPCI Natixis Lease Investment 8 - 12 rue des Pirogues de Bercy Paris 75012	13 247 831	13 144 207	1	55 899	-103 624	35 220 000	35 220 000	13 398 476	13 398 476
<b>B. Renseignements globaux sur les autres titres</b> Participations dans les sociétés françaises (ensemble)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	378 235	378 235	925	925

**1.G Dont opérations avec les entreprises liées**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Créances Etablissement de crédit	0	118
Dettes Etablissement de crédit	790 139	941 182
<b>TOTAL</b>	<b>790 139</b>	<b>941 300</b>

**1.H Autres actifs**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
INSTRUMENTS CONDITIONNELS :	0	0
Primes sur opérations de garantie de taux plafond	0	0
DEBITEURS DIVERS :	950	1 828
Syndics & charges	0	0
Impôts sociétés	91	978
Etat TVA & CRL	326	283
Fonds de garantie Commission Bancaire	12	24
Dépôt de garantie fonds de résolution unique	109	84
Débiteurs divers	412	459
<b>TOTAL</b>	<b>950</b>	<b>1 828</b>

**1.I Comptes de régularisation (actif)**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Produits à recevoir	15 493	3 816
Charges constatées d'avance	104	176
<b>TOTAL</b>	<b>15 597</b>	<b>3 992</b>

**1.J Dettes sur les établissements de crédit**

(En milliers d'euros.)	Durée restant à courir				TOTAL 31/12/2017	TOTAL 31/12/2016
	- 3 mois	+3 mois- 1 an	+1 an -5 ans	+ 5 ans		
Comptes ordinaires	27 847				27 847	14 703
Comptes partenaires	6 061				6 061	4 845
Comptes et emprunts à terme :						
Groupe	52 894	143 578	431 365	202 710	830 547	1 013 218
Hors Groupe						
Dettes rattachées :	549				549	752
<b>TOTAL</b>	<b>87 350</b>	<b>143 578</b>	<b>431 365</b>	<b>202 710</b>	<b>865 003</b>	<b>1 033 518</b>

**1.K Provisions pour risques et charges**

(En milliers d'euros.)	Montant 01/01/2017	Fusion	Dotations	Reprises	Montant 31/12/2017
Provisions pour risques & charges clientèle	1		0	1	0
Provisions pour risques & charges LS	1 183		755	0	1 938
Provisions pour risques & charges CBI	371		3 150	55	3 466
<b>TOTAL</b>	<b>1 555</b>	<b>0</b>	<b>3 905</b>	<b>56</b>	<b>5 404</b>

**1.L Autres passifs**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Dépôts de garantie	9 753	9 300
Avances-preneurs	52 713	59 132
Fournisseurs à payer	4 903	5 280
Etat et autres collectivités publiques	3 662	2 111
Subventions d'investissement	1 447	1 836
Comptes courants cbi créditeurs (convention de trésorerie)	3	73
Autres créditeurs divers	11 520	6 561
<b>TOTAL</b>	<b>84 001</b>	<b>84 293</b>

**1.M Comptes de régularisation (passif)**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Produits constatés d'avance	7 171	7 222
Charges à payer	2 091	2 028
Divers comptes de régularisation	148	0
<b>TOTAL</b>	<b>9 410</b>	<b>9 250</b>

**1.N Capitaux propres**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016 Avant affect du résultat	Résultat 31/12/2017	Affectation résultat	Dividendes	Montant au 31/12/2017
Capital	154 868				154 868
Réserve légale	15 486				15 486
Autres réserves	321				321
Report à nouveau du secteur soumis	2		-1 636		-1 634
Dividendes			0		
Résultat	-1 636	1 947	1 636		1 947
Prime de fusion	26 118				26 118
<b>TOTAL</b>	<b>195 159</b>	<b>1 947</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>197 106</b>

**2 NOTES SUR LE HORS-BILAN****2.A Opérations sur instruments financiers à terme**

(En milliers d'euros.)	HB Notionnel 31/12/2017	IAS Juste valeur 31/12/2017	HB Notionnel 31/12/2016
Swap	408 218	37 747	493 173
Cap	0		0
Collar	0		0
<b>TOTAL</b>	<b>408 218</b>	<b>37 747</b>	<b>493 173</b>

*Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme*

	- 3 mois	+3 mois- 1 an	+1 an -5 ans	+ 5 ans	TOTAL 31/12/2017
Swap	8 557	30 967	190 966	177 728	408 218
Cap					
Collar					
<b>TOTAL</b>	<b>8 557</b>	<b>30 967</b>	<b>190 966</b>	<b>177 728</b>	<b>408 218</b>

**2.B Engagement de financement**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
<b>Engagements de financement donnés</b>		
En faveur des établissements de crédit		
En faveur de la clientèle	10 764	7 054
Autres engagements		
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES</b>	<b>10 764</b>	<b>7 054</b>
<b>Engagements de financement reçus</b>		
D'établissements de crédit	30 000	30 000
De la clientèle		
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS</b>	<b>30 000</b>	<b>30 000</b>

**2.C Engagement de garantie**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
<b>Engagements de garantie donnés</b>		
Autres garanties	62 824	137 631
D'ordre de la clientèle		
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES</b>	<b>62 824</b>	<b>137 631</b>
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	1 142 212	1 334 293
De la clientèle	3 896	4 495
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS</b>	<b>1 146 108</b>	<b>1 338 788</b>

**2.D Autres engagements**

Néant.

**3 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****3.A Intérêts charges et produits assimilés***Produits*

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts sur comptes créditeurs	0	0
Autres produits divers d'intérêts (Prêts de trésorerie)	20 065	456
Intérêts sur opérations avec la clientèle	0	13 100
Produit d'intérêts sur instruments de taux	15 094	3 659
<b>TOTAL</b>	<b>35 159</b>	<b>17 215</b>

*Charges*

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts débiteurs du compte courant	17	32
Intérêts des emprunts	8 811	15 661
Intérêts sur opérations avec la clientèle	934	1 319
Intérêts sur engagements de garantie reçus	5 896	6 686
Charges sur instruments de taux	34 539	19 339
<b>TOTAL</b>	<b>50 197</b>	<b>43 037</b>

**3.B Opérations de crédit bail***Produits*

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Loyers	130 578	142 904
Solde net des dotations aux provisions sur créances	-1 177	-4 703
Reprises dépréciations s/encours financiers et ITNL	721	569
Reprise de provisions spéciales (art 57 & 39)	3 670	10 998
Plus-values de cession d'immobilisations	672	1 201
Indemnités de résiliation	1 089	2 733
Autres produits	34 815	26 352
Reprises sur prov. pour risques et charges CB	56	98
<b>TOTAL</b>	<b>170 423</b>	<b>180 152</b>

*Charges*

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux amortissements	101 907	106 277
Dotations aux provisions spéciales	6 634	5 866
Dotations aux provisions dépréciation des immeubles	10 796	2 012
Moins-values de cession d'immobilisations	3 935	10 582
Dotations aux prov. pour risques et charges CB	0	116
Autres charges	18 675	23 183
<b>TOTAL</b>	<b>141 947</b>	<b>148 036</b>

**3.C Opérations de location simple***Produits*

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Loyers	1 892	2 104
Reprises dépréciation s/immeubles	255	36
Net des dot. & des rep.s/ dépr.des créances	0	-56
Pertes s/ créances irrécouvrables	0	0
Reprises provisions	0	
Plus-values de cession	0	119
Autres produits	675	613
<b>TOTAL</b>	<b>2 822</b>	<b>2 816</b>

*Charges*

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux amortissements	703	709
Dotations aux provisions dépréciation des immeubles	0	0
Moins-values de cession sur immobilisations	348	0
Provisions pour risques & charges	755	1 010
Autres charges	1 153	1 210
<b>TOTAL</b>	<b>2 959</b>	<b>2 929</b>

**3.D Revenus des titres**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Actions et autres titres à revenus variables	1 632	1 288
Participations et autres titres détenus à LT		
Parts dans les entreprises liées		
<b>TOTAL</b>	<b>1 632</b>	<b>1 288</b>

**3.E Commissions***Produits*

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Frais de dossiers	704	680
Commissions de gestion	108	55
<b>TOTAL</b>	<b>811</b>	<b>735</b>

*Charges*

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Commissions sur opérations bancaires	2	2
Commissions sur engagement de financement	35	59
Autres commissions	34	7
<b>TOTAL</b>	<b>71</b>	<b>68</b>

**3.F Autres produits et charges d'exploitation***Produits*

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Autres produits accessoires	247	72
<b>TOTAL</b>	<b>247</b>	<b>72</b>

*Charges*

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Autres charges d'exploitation bancaire	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**3.G Charges générales d'exploitation**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Impôts et taxes	706	917
Services extérieurs fournis par les sociétés du Groupe	6 426	6 312
Frais refacturés aux sociétés du groupe	-76	-115
Autres services extérieurs	312	453
<b>TOTAL</b>	<b>7 368</b>	<b>7 567</b>

**3.H Coût du risque**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
<b>Charge &lt;0 : Produit &gt;0</b>		
Net des dotations et des reprises sur cr.dx clientèle (principal)	-19	28
Net des dotations et des reprises sur cr.dx CB (principal)	4 721	0
Créances irrécupérables CB (principal)	100	0
	<b>4 802</b>	<b>28</b>

(\*) Jusqu'en 2016, le coût du risque social ne reprenait que les dotations et reprises de provisions sur créances douteuses liées à l'activité de prêt. Afin d'harmoniser la présentation du coût du risque entre l'ensemble des filiales de Natixis Lease et le coût du risque remonté dans les comptes consolidés, sont reprises également ici l'intégralité des provisions/reprises sur les créances douteuses clients (prêts et CBI).

**3.I Impôt sur les bénéfices**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Impôt au taux normal	476	566
Impôt redressement fiscal		
Impôt contribution exceptionnelle		
<b>TOTAL</b>	<b>476</b>	<b>566</b>

**4. Réserve latente**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Immobilisations brutes	1 608 961	1 680 426
- Amortissements	-750 538	-711 462
- Provisions prévues à l'article 239 sexies I CGI	-23 480	-20 515
- Dépréciation	-12 641	-2 222
<b>= Immobilisations nettes</b>	<b>822 302</b>	<b>946 227</b>
Encours financier net	838 022	962 479
<b>Réserve latente brute</b>	<b>15 720</b>	<b>16 252</b>
- Provision pour impôts différés	-5 412	-5 596
<b>= Réserve latente nette</b>	<b>10 307</b>	<b>10 656</b>

**4. Autres informations****a) Identité de la société consolidante**

Les comptes individuels de NATIXIS BAIL sont intégrés dans les comptes consolidés de NATIXIS.

**b) Honoraires des Commissaires aux comptes**

Montant en milliers d'euros	CAC Deloitte		CAC PwC		TOTAL	
	Montant		Montant		Montant	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
<b>Audit</b>						
Commissariat aux comptes, examen des comptes	53	45	52	45	105	90
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes						
<b>TOTAL</b>	<b>53</b>	<b>45</b>	<b>52</b>	<b>45</b>	<b>105</b>	<b>90</b>

**IV. — AFFECTATION DU RESULTAT**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, suivant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2017 d'un montant de 1 947 208,49 € de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice 2017	1 947 208,49 €
diminué du report à nouveau négatif	- 1 634 263,33 €
<b>Pour former un bénéfice distribuable de</b>	<b>312 945,16 €</b>
. Dividendes (soit 0,07 € par action)	277 968,60 €
. Report à nouveau	34 976,56 €
<b>Total affecté</b>	<b>312 945,16 €</b>

L'assemblée générale constate que le dividende unitaire, pour l'année 2017, est de 0,07 € (\*) pour chacune des 3 970 980 actions.

L'assemblée générale prend acte que les dividendes distribués, au titre des trois exercices précédents, ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET	MONTANT GLOBAL DU DIVIDENDE DISTRIBUE
2014	1,64 par action (*)	6 512 407,20 €
2015	1,08 par action (*)	4 288 658,40 €
2016	Néant	Néant

(\*) Les dividendes sont éligibles à l'abattement en application des dispositions de l'article 158-3 2° du CGI.



## V. — RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société NATIXIS BAIL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### — Opérations de crédit-bail et de location simple

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>Natixis Bail, dans le cadre de son activité de crédit-bail immobilier, détient un stock d'opérations de crédit-bail et de location simple. Ces opérations ont une valeur comptable brute de 1 644 M€ au titre de l'exercice 2017 dont un montant d'amortissements et de provisions rattachés qui s'élève à 813 M€.</p> <p>Les créances douteuses rattachées aux opérations de crédit-bail et de location simple s'élèvent à 20,7 M€. Ces créances font l'objet de dépréciations à hauteur de 13,8 M€.</p> <p>Nous avons considéré que les opérations de crédit-bail et de location simple constituaient un point clé de l'audit dans la mesure où ces opérations représentent le poste le plus important du bilan.</p> <p>Se référer aux notes III. IC et III. 1D de l'annexe pour plus de détails.</p>	<p>Nous avons pris connaissance et avons examiné le processus de gestion des dossiers de crédit-bail et de location simple.</p> <p>Nous avons ensuite analysé les contrôles clés mis en place par Natixis Bail et avons testé ceux que nous avons jugés pertinents pour notre audit, notamment la revue des rapprochements comptabilité-gestion sur le stock d'opérations de crédit-bail et des mouvements sur l'exercice.</p> <p>Nous avons également revu les contrôles mis en place par Natixis Bail sur la détermination des dépréciations individuelles de créances douteuses.</p> <p>En vue d'apprécier les montants de dépréciations estimés par Natixis Bail et de vérifier leur correct enregistrement en comptabilité, nous avons procédé à une revue de crédit sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques.</p>

## **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

### *Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels*

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

### *Informations relatives au gouvernement d'entreprise*

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

## **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

### *Désignation des commissaires aux comptes*

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société NATIXIS BAIL par assemblée générale du 28 mai 1980 pour le cabinet Deloitte et Associés, compte tenu des fusions et acquisitions de cabinets intervenues depuis cette date, et du 30 mai 2016 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers.

Au 31 décembre 2017, le cabinet Deloitte et Associés était dans la 38<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers dans la 2<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

### *Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### *Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit*

Nous remettons un rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 15 mai 2018.

*Les commissaires aux comptes :*

Deloitte & Associés,  
Charlotte Vandeputte,

PricewaterhouseCoopers Audit,  
Agnès Husscherr.

## **VI. — RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES.**

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale**

#### **Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

### **Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale**

#### **Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

#### **Convention de garantie du portefeuille d'encours de crédit-bail, de location simple et de prêts long terme avec NATIXIS LEASE :**

##### *— Nature et objet de la convention :*

Par cette convention, NATIXIS LEASE garantit l'intégralité des encours de crédit-bail immobilier, de prêt long terme, ou de location simple au bilan de NATIXIS BAIL, comprenant l'encours au dernier loyer payé majoré des loyers et de toutes créances qui seraient éventuellement impayées déduction faite des garanties reçues par d'autres établissements.

Cette convention a été soumise à l'autorisation du conseil d'administration du 13 décembre 2011.

##### *— Modalités financières :*

La garantie donne lieu au versement par NATIXIS BAIL à NATIXIS LEASE d'une commission calculée au taux de 0,5 % l'an sur les encours productifs de revenus de fin de période net de garanties reçues des réseaux apporteurs. La commission est versée annuellement le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année sur la base des encours au 31 décembre de l'année précédente.

Les commissions versées au titre de cette garantie par NATIXIS BAIL à NATIXIS LEASE pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'élèvent à 4 774 milliers d'euros.

L'encours net couvert par cette garantie au 31 décembre 2017 s'élève à 807 698 milliers d'euros.

Neuilly-sur-Seine, le 15 mai 2018.

*Les commissaires aux comptes :*

DELOITTE ET ASSOCIES,  
Charlotte Vandeputte,  
Associée,

PricewaterhouseCoopers,  
Agnès Husherr,  
Associée.

## **VII. — RAPPORT DE GESTION.**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social 30, avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.